

Le Travailleur du Lot-&-Garonne

Les solutions et les forces existent pour une autre politique



Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 95^e année - 1,20

Sommaire

en bref p 2 et 3

Embargo russe - Rythmes scolaires - SNCF - La Poste - Marché - Taper plus fort -

à mon avis p 3

actu p 4 à 6
Nouveau Gouvernement - Fruits et légumes - Solution pour la Palestine

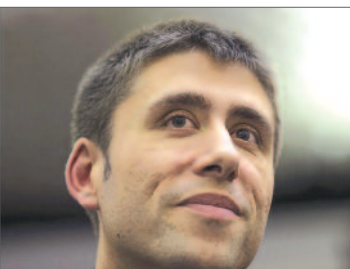
Idées p 7
Libération du département

locale p 7
Agen - Villeneuve-sur-Lot - Casteljalous - Landes de Gascogne

culture p 8
Jaurès au Panthéon



SNCF
La direction s'acharne



Fruits et légumes
Entretien avec I. Zamichiei

Duraquois
Hommage
aux résistants



Valls 2
À droite toute



Rythmes scolaires

À la rentrée scolaire, toutes les communes mettront en place « la réforme des rythmes scolaires ». Une réforme imposée sans consultation de l'ensemble des acteurs: enseignants, agents territoriaux, parents et élus. Sommées d'appliquer un décret qui prétend prendre en compte les besoins des enfants, les communes mettent en place les activités périscolaires comme elles

tonnes de sa production vers la Russie et propose, en raison de coûts de production très bas, des fruits très peu chers, cherchera en effet à écouler sa production sur le marché européen... Et les 125 millions d'euros débloqués par la Commission européenne pour permettre d'indemniser le retrait de certains fruits et légumes du marché européen pour éviter la chute des prix « n'apparaissent pas être à la hauteur des pertes que risque de subir la filière ». Le Lot-et-Garonne produit 5,3 % de la production française de pommes, 210 producteurs cultivent 1923 hectares de vergers de pommiers. ■

35900 en 2012. Il ne reste plus que 295000 exploitations agricoles, avec une surface agricole utilisée plus importante. En treize ans, 90000 exploitations agricoles familiales ont été éliminées. Le nombre de producteurs de fruits et légumes a été divisé par deux en quinze ans. Ce qui veut dire que comme dans d'autres secteurs de la société, la surexploitation du travail paysan s'accroît. ■

peuvent, comme elles veulent... en fonction de leurs moyens et de leurs choix politiques... La réforme des rythmes s'est mise en place en deux temps: à la rentrée 2013 pour 22 % des élèves et à cette rentrée 2014 pour les autres. En Lot-et-Garonne, 71 communes avaient mis en place la réforme à la rentrée 2013, 140 vont suivre en 2014. Deux décrets la régissent: le décret du 24 janvier 2013 (dit « décret Peillon ») et le décret du 7 mai 2014 (dit « décret Hamon »). Selon les communes, dans un même département, les temps périscolaires seront gratuits comme à Villeneuve-sur-Lot ou payants comme à Agen (selon un forfait ou le quotient familial). L'application de la réforme, non financée nationalement, entraîne parfois des dégradations des conditions de travail des élèves et des personnels sur le temps scolaire: crédits pédagogiques ou en baisse, moyens en personnel supprimés... ■

Vacances solidaires

Le 27 août, à partir de 10h00, des dizaines d'enfants et adolescents lot-et-garonnais, âgés de 7 à 14 ans, et leurs parents, soit 258 personnes au total ont envahi le parc Walibi Sud-Ouest à Roquefort, le temps d'une journée. N'ayant pas eu la chance de partir en vacances cet été, ces 258 personnes bénéficieront de la journée « Des vacances pour tous ! », organisée par le conseil général de Lot-et-Garonne, en partenariat avec le Parc Walibi Sud-Ouest, le Secours populaire français, les Restos du cœur, la Croix rouge et le Secours catholique. Au programme: une

Revanche à la SNCF

La grève de 13 jours des cheminots, en juin, pour protester contre la réforme ferroviaire a encore des conséquences deux mois plus tard. La direction Midi-Pyrénées de la SNCF a engagé une procédure disciplinaire et déposé plainte au pénal contre 19 salariés pour dégradation de matériel, mise en danger d'autrui, entrave à la liberté de circulation des trains et à la liberté de travailler pour les autres salariés. Pour Thomas **Portes**, cheminot à Montauban et syndicaliste CGT, cette décision s'apparente à une revanche contre des salariés dont le tort serait de remettre en cause les décisions de la direction de l'entreprise et de son président. Le syndicaliste indique: « Il ne faut pas se tromper... comme l'a montré la formidable mobilisation des cheminots durant le mois de juin, derrière cette réforme se cache une bataille idéologique. D'un côté, les cheminots qui défendent le maintien d'une véritable notion de service public au sein de la SNCF. De l'autre, Guillaume Pépy et ses sbires qui prônent une orien-

tion libérale avec comme unique objectif, la rentabilité. Rentabilité qui se réalise au détriment de la sécurité et de l'emploi ». Il poursuit en appelant les « cheminots à soutenir leurs collègues ainsi qu'à débattre sur les suites à donner à l'issue des entretiens ». ■

journée détente et loisirs avec les multiples attractions, notamment le spectacle West Side Story, proposées par le parc. Consciente du fait que deux enfants sur trois ne partent pas durant l'été, l'assemblée départementale a reconduit cette initiative. Les enfants bénéficiaires de l'opération sont ceux dont les familles sont accompagnées tout au long de l'année par les associations caritatives citées précédemment. ■

tion libérale avec comme unique objectif, la rentabilité. Rentabilité qui se réalise au détriment de la sécurité et de l'emploi ». Il poursuit en appelant les « cheminots à soutenir leurs collègues ainsi qu'à débattre sur les suites à donner à l'issue des entretiens ». ■

Marmande Marché

Gilles, René, André, Robert et Michel, des militants présents sur le marché de Marmande, se sont adressés à la population afin de débattre d'une autre orientation politique... La pétition pour une protection internationale du peuple palestinien et le respect du droit international a recueilli plusieurs dizaines de signatures. Le numéro de rentrée du « Travailleur » a été diffusé à huit exemplaires, ainsi que le journal La Terre. Plusieurs personnes ont réservé pour la fête de l'Huma. Cette matinée militante s'est clôturée par un pot de rentrée. ■

Taper plus fort

Le député-maire de Fumel, Jean-Louis **Costes**, profite de la crise gouvernementale pour prescrire des mesures très libérales. Selon l'élu lot-et-garonnais, il faut taper fort, vite et surtout sur les plus faibles. « Les réformes indispensables doivent être engagées immédiatement: simplification du droit du travail et baisse du coût du travail, relance de l'économie par un soutien accru aux chefs d'entreprise, amplifier le travail de réduction de la dette, continuer la réforme des retraites » martèle-t-il. ■

Pomme et embargo russe

Furieux des sanctions occidentales prises contre la Russie dans le cadre du conflit ukrainien, le président Poutine a riposté, le 7 août dernier, en instaurant un embargo d'un an sur certains fruits et légumes occidentaux, dont les pommes. Les producteurs redoutent l'effondrement des cours dans la mesure où le marché russe absorbe une partie des pommes françaises. Au-delà de la perte sèche de ce débouché russe, la plus grosse inquiétude des producteurs de pommes est d'assister à la saturation du marché européen. Il n'existe, aujourd'hui, pas de marché de substitution (au marché russe) à hauteur des volumes de pommes produits. L'industrie de la transformation n'offre pas plus de débouchés. Géant de la pomme, la Pologne, qui exporte habituellement 500000 à 700000

Revenus paysans

Une semaine après le succès de la vente solidaire en Région parisienne, organisée par le MODEF et le PCF, comment ne pas évoquer l'étude de l'INSEE qui confirme la chute très brutale des revenus des petits et moyens paysans, de près de 20 %. Les chiffres révèlent un revenu d'activité moyen, avant impôt, de 27900 euros par actif, contre

Fête de l'Humanité 12-13-14 sept. 2014
 Pour réinventer, la liberté, l'égalité et la fraternité
 www.humanite.fr

SCORPIONS
MASSIVE ATTACK
IAM - BERNARD LAVILLIERS
 ALPHA BLONDY - TEMPLES
 LES OGRES DE BARBACK - AYO
 PUGGY - YVES JAMAÏ
 OURNATIONAL - FÉLOCHE
 FLORENT MARCHET
 LES LUPINS - DIVERTIMENTO
 LOUIS WINSBERG TRIO
 PAPANOSH - NEVCHÉ

215 artistes
 les 3 jours
 30 concerts

Parc départemental Georges-Hallon - La Courneuve

fête de l'Huma

Parmi les plus grands rassemblements populaires d'Europe, la fête de l'Humanité reste unique en son genre: un bouillonnement d'initiatives et de propositions pour construire une alternative au monde tel qu'il ne tourne plus! Partis politiques progressistes, syndicats, associations, mouvements échangent, confrontent leurs points de vue, pour réinventer un avenir. Mais aussi, des dizaines d'artistes, chanteurs, musiciens, plasticiens, auteurs, pour un événement culturel digne des plus prestigieux festivals. Parmi les têtes d'affiche cette année: **Massive Attack, Scorpions, Alpha Blondy, Bernard Lavilliers, IAM, Ayo, Les Ogres de Barback...** Le Lot-et-Garonne est bien entendu à ce rendez-vous annuel de la rentrée. Et les communistes vous y accueilleront les 12, 13 et 14 septembre dans leur stand de l'**Auberge gasconne** autour d'une cuisine gastronomique aux saveurs du Sud-Ouest avec l'incontournable « *pousse rapière* ». **renseignements: 06 74 91 12 85 – annette.boussinot@free.fr ou 05 53 98 21 74 - j.jacques.mirande@orange.fr.** ■

Dysfonctionnement de La Poste

Il nous est arrivé, de loin en loin, de recevoir nos revues syndicales avec du retard. J'en avais parlé au directeur local de la Poste qui m'avait assuré que les revues et journaux étaient traités avec la même rapidité que le reste du courrier. Nous avons reçu

le 12 août le bulletin syndical de mai 2014 « *L'être solidaire* », bulletin de « *L'avenir social* », association (loi 1901) d'entraide et de solidarité, fondée en 1906. Il contenait des infos sur les luttes en cours pour que « *l'avenir soit social* », informations reçues à retardement! ■ Marie-Renée et Maurice Gérard



Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France
 directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef:
Nicolas Lucmarie - rédaction: **Michel Ceruti, Lyliane Chantre Edmond Coédolo, Roger Dejean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**
18, rue Jules Ferry 47 006 Agen
 Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01
letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 3^e trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

à mon avis

Aux citoyens d'intervenir!

En écartant sans appel les voix qui portaient la critique de la dérive social-libérale de leur politique au sein de l'exécutif, le président et son Premier ministre assument enfin leur obsession libérale austéritaire. Le gouvernement Valls 2 est le symbole d'un cap politique qui réduit son ambition à la compétitivité des entreprises et à l'abaissement des moyens de l'État et des collectivités locales. Elle conduit le pays à un inéluctable déclin. Face aux millions de Français qui vivent dans le chômage, la précarité, la pauvreté, face aux électeurs de gauche qui se sentent bafoués, il reste désormais à tous les progressistes de relever le défi. L'heure est venue de reconstruire une gauche qui réinvente l'avenir du pays et de son peuple sur la base de son identité et de ses valeurs. Comme l'indique Pierre Laurent, « le temps est venu pour tous ceux qui refusent ce cap suicidaire d'entrer en action, de débattre et d'agir en commun, de rassembler la gauche et le peuple pour construire une autre politique ». Au niveau national, comme ici, en Lot-et-Garonne, des fronts larges d'action et de solutions peuvent se constituer pour défendre la relance sociale, la justice fiscale, la lutte contre les gâchis de la finance, les créations d'emplois utiles aux services publics, au logement, à l'industrie et à la transition écologique, et pour la refondation démocratique de la République. Les forces existent pour cela. Elles doivent rassembler la gauche et donner la priorité à l'intervention populaire car sans les citoyens, rien ne se fera! ■

Nicolas Lucmarie

Agriculture Lutter contre des idées fausses

Jeudi 21 août s'est déroulée l'opération annuelle de vente à prix coûtant de fruits et légumes, organisée par le MODEF, en partenariat avec le PCF, dans la capitale et la couronne parisienne. Nous l'évoquons la semaine dernière, elle a été un véritable succès.

Il n'a échappé à personne que les grands médias se sont fait, en même temps, l'écho d'une étude de *Familles rurales* sur la baisse supposée des prix. La grande distribution a, quant à elle, communiqué sur le niveau très bas de ces marges. Retour sur quelques idées fausses :



Les marges

Les grandes enseignes, qui assurent 80 % de la distribution des fruits et légumes, ont toutes la même logique : la recherche sans limite du prix le plus bas. Ainsi, dans le cas de la tomate, elles importent au prix de 40 ou 50 centimes le kilo. Elles imposent ensuite, via les centrales d'achat, ces prix aux producteurs français dont les coûts de production sont plus importants que dans les pays d'ori-



gine des produits importés. Les maraîchers français se retrouvent rémunérés en dessous de leurs coûts de production.

Le juste prix

C'est le prix maximum qui devrait être pratiqué dans tous les magasins de distribution sur les produits frais et de premier choix. Ainsi, dans le cas de la tomate vendue en petit volume, son prix de vente devrait avoisiner 1,50 euro le kilo. Cela permettrait de dégager une marge normale pour le producteur (90 centimes), payer le conditionnement (12 centimes) et le transport (5 centimes), le reste revenant au distributeur. Or, aujourd'hui, le kilo de tomates se situe entre 2 et 3 euros dans les rayons, au

détriment des consommateurs et des producteurs. Face à ce constat, le MODEF propose l'application du coefficient multiplicateur. Le principe de cet outil est extrêmement simple : l'État fixe un taux légal à ne pas dépasser entre le prix d'achat au fournisseur et le prix de vente au consommateur, taux qui s'applique à la chaîne des différents intermédiaires, prise dans son ensemble (et non pas individuellement à chacun d'entre eux). Par ce simple mécanisme, les prix à la production sont protégés dans la mesure où une augmentation des marges des intermédiaires passe obligatoirement par une augmentation du prix d'achat au fournisseur.

Palestine La communauté internationale doit agir

De nouveaux rassemblements de solidarité avec la Palestine ont eu lieu à Agen, la semaine dernière. Pour les organisateurs, mobilisés depuis le début de l'offensive israélienne, le 8 juillet dernier, il s'agit de maintenir la pression pour obtenir une solution durable au conflit. Le collectif 47 pour une paix juste et durable dénonce l'alourdissement du bilan humain : 2 130 morts dont 565 enfants, 270 femmes et 110 personnes âgées mais aussi plus de 10 750 blessés.

En effet, de cessez-le-feu en cessez-le-feu, les Israéliens et les Palestiniens ne parviennent pas à conclure un accord sur le fond. En effet, les revendications des deux parties ne peuvent être satisfaites : démilitarisation de la bande de Gaza pour les Israéliens et levée du blocus pour les Palestiniens. La communauté internationale brille par son absence dans ce conflit, alors qu'elle a été capable de réagir face aux crimes contre

l'humanité commis par l'État islamique en Irak... Pourquoi ne pas envisager rapidement, l'envoi à Gaza par les Nations Unies d'une force pour s'interposer entre l'armée israélienne et les combattants du Hamas? Cette force d'interposition pourrait, ainsi, avoir « la mission de contrôler la cessation des hostilités, de fournir son assistance pour assurer un accès humanitaire aux populations civiles, aider à la réinstallation des personnes

déplacées » comme l'indique Jean-Paul Chagnollaud, professeur des universités et directeur de l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient. Le chercheur précise également qu'« elle pourrait préparer les conditions d'une stabilisation du territoire en contrôlant son désarmement en échange d'un retour progressif à une vie normale. Celui-ci inclurait non seulement la levée du blocus mais aussi la construction d'infrastructures vitales pour le développement de ce fragment de

pays ». Parvenir à une telle solution n'est pas facile, mais s'engager dans ce sens permettrait de régler le problème sur le fond et non de manière superficielle et provisoire. La confrontation a déjà fait plus de 2000 morts, des milliers de blessés et des dizaines de milliers de sans-abri... il faut stopper cette séquence meurtrière tout en se préservant de nouvelles à venir. Notre pays a une responsabilité et ce serait tout à son honneur de prendre, avec courage, une initiative politique de cette envergure.



Les importations

La France produit entre 63 et 65 % des besoins en fruits et légumes, alors qu'il y a trente ans, le pays était exportateur net. L'enjeu central reste la limitation des importations. En effet, les producteurs français sont victimes d'une concurrence déloyale car les règles environnementales, sanitaires et de conditionnement qui s'appliquent aux importations sont moins contraignantes qu'en France, au détriment de la santé des consommateurs français et des travailleurs agricoles de ces pays, de la qualité des produits et d'une pollution des sols dans ces pays exportateurs. Face à cela, le MODEF fait trois propositions :

- la mise en place de calendriers d'importations et de prix planchers ;
- le contrôle à grande échelle des fruits et légumes importés pour le respect de nos normes en matière sanitaire, environnementale et conditionnement ;
- l'harmonisation du cahier des charges de production imposant les mêmes règles aux fruits et légumes importés qu'à ceux produits en France. ■

Alors que nous bouclons le journal, un cessez-le-feu entre Palestiniens et Israéliens est annoncé. Il serait « sans condition et illimité dans le temps » et accompagné « de l'ouverture simultanée de points de passage entre la bande de Gaza et Israël afin d'assurer l'entrée rapide de l'aide humanitaire, de secours et des moyens de reconstruction ». ■

Gouvernement Valls 2 Les forces existent pour une autre politique **Pas d'issue sans le peuple!**

Cela n'aura pas traîné, après les déclarations fracassantes d'Arnaud Montebourg et de Benoît Hamon, la réaction du pouvoir ne s'est pas fait attendre. Il est vrai que voir un ministre de l'Économie, fustigeant la politique économique du gouvernement, était pour le moins incongru. Et quand le ministre de l'Éducation a exprimé « une proximité » avec les frondeurs qui n'ont

pas voté la confiance au gouvernement, c'était pour le moins original.

La décision de constituer un second gouvernement Valls, « plus cohérent », s'inscrit dans le credo des déclarations du chef de l'État de la semaine dernière : « garder le cap », « plus vite, plus fort ». On pourrait ajouter : « On ne change pas une politique qui a échoué ». La cause est entendue : le chemin des-

tructeur du pacte de responsabilité est confirmé, la main tendue au MEDEF est raffermie, la soumission au diktat de Bruxelles, d'Angela Merkel et de la droite allemande est entérinée. À l'évidence, nous vivons un tournant du quinquennat.

Valls 2... vers l'échec
Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, pense que la formation d'un nouveau gouvernement (suite page 6)

Alimentation de qualité ... Avec détermination !

Nous avons demandé à Igor Zamichiei, secrétaire de la fédération de Paris du PCF, de nous parler de l'opération vente solidaire de fruits et légumes à laquelle il a participé.

Vous avez participé à l'opération de vente solidaire de fruits et légumes, quel est le sens de l'implication des communistes parisiens ?

Avec cette opération, que nous co-organisons avec le MODEF depuis de nombreuses années, notre objectif est double : réaliser une action de solidarité et montrer que des solutions existent pour une alimentation saine, de qualité, relocalisée et accessible à tous. Les marges pratiquées par la grande distribution ne permettent pas aujourd'hui aux producteurs de vivre de leur travail et imposent aux citoyens des prix excessifs qui conduisent une part grandissante de la population à ne plus consommer de fruits et légumes. S'ajoute à cela le coût sanitaire et écologique de politiques qui favorisent des importations massives de produits d'Espagne, du Maroc ou d'autres pays dans lesquels les normes sanitaires ne sont pas au niveau de celles de notre pays et qui parcourent des milliers de kilomètres avant d'arriver dans nos assiettes.

Il y a un an, les élus communistes présentaient un vœu concernant la création de halles alimentaires à Paris. Ce combat est-il toujours d'actualité ?

Oui, c'est un combat que nous portons avec beaucoup de détermination. Les communistes parisiens en ont fait un engagement de campagne et l'idée a été reprise par la maire de Paris. Nous voulons maintenant qu'il soit mis en œuvre le plus rapidement possible. Nous voulons créer ces halles alimentaires de proximité, autour de trois principes,



organiser une vente directe tout au long de l'année des producteurs aux consommateurs sans passer par des centrales d'achat, faire que les prix des produits vendus garantissent une juste rémunération aux producteurs et un prix accessible aux Parisiennes et aux Parisiens, garantir l'origine française - en privilégiant les producteurs les plus proches de la capitale - et la qualité des produits vendus.

Dans les semaines et les mois qui viennent, nous allons mobiliser les Parisiens en leur proposant une pétition pour donner de la force à cette proposition.

L'accès à une alimentation de qualité pour tous et la rémunération du travail paysan sont au cœur de l'action du 21 août. Quelles sont les propositions du PCF dans ces domaines ?

Au-delà de cette proposition municipale de création de halles alimentaires, les communistes proposent nombre de mesures pour les citoyens et les paysans. Des mesures immédiates, comme le blocage des prix des denrées alimentaires de base (lait, viande, pain, fruits et légumes) sur le ticket de caisse, ou bien encore, la taxation des importations abusives. Nous proposons également des mesures législatives pour encadrer les marges de la grande distribution, introduire une obligation d'indication d'origine des produits agricoles et de la mer, transformés ou non, ou encore organiser une conférence annuelle sur les prix agricoles et alimentaires. ■

produira un « *nouvel échec* ». Il juge ainsi que « *la démission du gouvernement Valls est un terrible constat d'échec* » et dénonce « *l'autoritarisme et la fuite en avant* »

comme « *seule ligne de conduite de l'exécutif* ». Cette crise gouvernementale aura eu, au moins, le mérite de clarifier, à gauche, les termes de la confrontation politique et idéologique. Sa recomposition apparaît désormais comme une urgence absolue.

Une vraie crise de régime

Dès lors, une question se pose: existe-t-il une majorité parlementaire pour voter la confiance au nouveau gouvernement? Ce n'est pas sûr. Le couple exécutif n'a

désormais aucune légitimité à poursuivre une politique qui a déjà fait tant de dégâts et qui suscite tant de critiques de la part de celles et ceux qui ont porté François Hollande au pouvoir. Réprouvés par les électeurs à deux reprises (municipales et européennes), sans partenaires pour gouverner (départ des Verts) et contestés au sein de son propre parti, Hollande et Valls devraient être désavoués.

Face à la crise sociale, économique et politique que connaît notre pays, la crise de régime peut atteindre son terme. La V^e République étant à bout de souffle, l'heure n'est-elle pas venue de lui donner le coup de grâce? Ce saut permettrait d'ouvrir le champ à une recomposition politique, à

gauche, de nature à régénérer l'espoir.

Le rôle du PCF et du Front de gauche

Beaucoup reconnaissent aujourd'hui que l'austérité, cette politique mortifère, mène le pays dans le mur. Écologistes, socialistes, syndicalistes, acteurs du mouvement social, ils sont nombreux dans leur diversité à ne pas vouloir se résigner à l'échec et au retour de la droite. Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, indique qu'il y a urgence à « *voir rapidement le rassemblement qui peut s'opérer avec les forces politiques, sociales et populaires pour une politique de progrès* ». Il appelle, pour cela, à ne pas rester « *aux constats communs, à la caractérisation des menaces et des dangers* » et à

« *engager les travaux pratiques, les actions, la mise en lumière des axes de rupture et de transformation, des grandes réformes pour sortir de la crise* ». ■



70^e anniversaire de la libération d'Agen Le Lot-et-Garonne: grande terre de résistance

Les premiers résistants de 1940 imaginaient-ils l'envergure qu'allait prendre la Résistance en Lot-et-Garonne?

En 1944, on comptait, dans notre département, une trentaine de maquis et de multiples réseaux d'aide aux maquisards (ravitaillement, renseignements, planques...) et de sabotage dans les usines, à la SNCF...

Après la débâcle, le régime de Vichy, collaborant avec l'Allemagne nazie, entreprit de pourchasser tous ceux qui s'opposaient à l'occupant et à l'extrême droite des Pétain, Laval, Darlan... communistes et gaullistes étaient les premiers suspects. Le général de Gaulle et Maurice Thorez avaient été condamnés à mort.

Le PCF, dissous, ses militants dispersés ou emprisonnés, sa presse interdite, ses députés lot-et-garonnais (Renaud Jean et Robert Philippot) internés à l'île d'Yeu, commençait cependant à se réorganiser. Si bien que, dès la fin de 1940, il créa l'OS (organisation spéciale) en prélude à l'éclosion des FTP (francs-tireurs et partisans) qui allaient s'illustrer dans la lutte armée, sur le sol national, contre l'occupant nazi et la milice du régime de Vichy, aux côtés des autres mouvements de résistance.

Et, le 15 mai 1941, le PCF proposa la constitution du Front national auquel se joignirent plusieurs mouvements et personnalités de la Résistance.

L'esprit de résistance était ancré chez les communistes

Les communistes avaient soutenu et aidé concrètement les républicains espagnols contre Franco et ses alliés Hitler et Mussolini, et ils avaient combattu l'extrême droite en France, notamment lors de sa tentative de prise de pouvoir en 1934.

Après la débâcle, nombre de Français étaient désarçonnés,

inquiets, résignés. Pour que la confiance renaisse des cendres du désastre, il fallait donner de l'espoir. Ce n'est pas le moindre des mérites des premiers résistants que d'y avoir contribué. Et la victoire de l'Armée rouge à Stalingrad, en février 1943, en fut le déclic psychologique majeur.

Tout au long de l'offensive de l'URSS, la Résistance, en France et dans les autres pays occupés, obligea les Allemands à maintenir partout des troupes qui leur ont manqué sur le front de l'Est.

Lors des débarquements de Normandie et de Provence, la Résistance a donné toute sa mesure en empêchant des régiments nazis de rejoindre le front, par des opérations militaires, des sabotages de voies ferrées et de locomotives, des ruptures de lignes téléphoniques, des destructions téléphoniques de ponts. Dans notre prochaine édition, nous rappellerons quelques épisodes, tragiques ou victorieux, de la Résistance en Lot-et-Garonne.

Mais déjà, gardons en mémoire que, dans notre département, près de trois cents résistants ont été fusillés ou sont morts au combat, deux mille personnes environ ont été déportées, des milliers d'autres ont été torturées, emprisonnées. ■

Edmond Coëdelo

Ouvrages indispensables à la connaissance de la Résistance en Lot-et-Garonne « *Les cahiers de la Résistance en Lot-et-Garonne* » édités par l'ANACR (adresse: Le Trait d'Union - château de Ferrié - 47 140 Penne d'Agenais) « *Ami, si tu tombes* » et « *Les routes du souvenir* » (adresse: TSO - BP 50 222 - 47 006 Agen CEDEX)

Duraquois

Cérémonies du 15 août

En ce 70^e anniversaire du débarquement de Normandie et de Provence, des combats des résistants contre l'armée allemande dans le pays et particulièrement dans la région de Duras, le comité ANACR de Marmande, les comités d'Entente de Légnac et de Duras ont organisé, comme chaque année, les cérémonies commémoratives du 15 août à Saint-Géraud, Baleysagues, le Rayet, Duras. À Saint-Géraud, Dimitri Zoïa, maire, a rappelé les événements du 15 août 1944, au cours desquels Louis Subirado, 19 ans, enfant de la commune a été tué au Rayet. À Baleysagues, Roxane Vanrechem, maire, a déposé une gerbe à la mémoire de Dubernard Émilien, mort en déportation. Dans son discours, elle a insisté sur le devoir de mémoire en direction de la jeunesse. Devant la stèle du Rayet, où sont gravés les noms de Subirado Louis, Corradini Lino, Frangnes Raymond, Nadeau René, membres des FTPF dont trois ont moins de vingt ans sont massacrés le 15 août 1944, M^{me} Desrosiers, maire de Riocaud a évoqué l'historique de cette tragédie. Après avoir commis plusieurs crimes à Blasimon, une colonne allemande se dirigeant vers le front de Normandie se trouve nez à nez avec la voiture des résistants sur une petite route. Ne pouvant pas faire demi-tour, les résistants ouvrent le feu, mais devant la supériorité en nombre et en armes des Allemands, ils sont tous tués. Pendus ensuite aux arbres, les corps sont hachés avec les propres armes des résistants. Les familles reconnaissent les corps avec difficulté. Pierre Lapoire, président de l'ANACR de Marmande et Georgette Bernadet, fille de déportée, ont déposé une gerbe, ainsi que Madame le maire de Riocaud. Notre camarade Pierre Bazouin du comité du Réolais a lu un poème très émouvant de sa composition. En présence de vingt drapeaux, la cérémonie s'est terminée à Duras devant le monument aux morts. Notre camarade Pierre Pons, délégué départemental de l'ANACR, Bernadette Dreux, maire et conseillère générale, Pierre Camani, président du conseil général, ont tour à tour pris la parole, rappelant le rôle

essentiel des différents groupes de résistants dans la région de Duras et ont rendu hommage aux déportés et aux trois fusillés le 5 avril à la prison Saint Michel de Toulouse, (Brisseau, Dubois, Laguerre.) La gendarmerie, le corps des sapeurs pompiers, les présidents des associations des anciens combattants de Duras et de Marmande, un public assez nombreux ont, par leur présence, rendu hommage aux victimes de la barbarie nazie. ■

Pierre Lapoire

Casteljaloux

Poursuivre le désendettement ? Tiens tiens !

Depuis sept ou huit ans, la chambre régionale des comptes mettait en garde la commune de Casteljaloux à propos de son surendettement. Ce que niait la municipalité alors que l'opposition de gauche alertait la population. Aujourd'hui, largement réélue en mars dernier, elle communique sur la question et admet de fait que la commune était surendettée. Par voie de presse, elle indique que la commune doit « poursuivre son désendettement ». Ces derniers temps, elle ne pouvait plus emprunter sans l'aval de la chambre régionale des comptes... Alors qu'elle avait augmenté les impôts de 10 % en 2001, de 4 % en 2002 puis encore de 10 % en 2008 : soit 24 % en sept ans... ; tout en laissant derrière, par exemple, le renouvellement des canalisations de l'eau potable (plus de 40 % de pertes dans les fuites) et la mise en place de la double canalisation pour les eaux usées et les eaux pluviales. Tout ceci a été indiqué sinon dénoncé par les élus de la gauche unie, lors du dernier conseil municipal, mais la presse locale ne l'a pas repris... ■

Jean-Claude François

Villeneuve-sur-Lot

RN 21 en bonne voie

Reçu le 23 juillet au ministère des Transports, le maire de Villeneuve a défendu le projet d'aménagement de la RN 21. Il a demandé le respect des engagements pris. En effet, les collectivités locales parties prenantes (conseil général, agglomération d'Agen et du Grand Villenoveois) ont accepté de financer 40 % de l'aménagement



Landes de Gascogne

Nouvel EPHAD

Chaque personne âgée dépendante dispose, désormais, de sa chambre. Depuis un mois et demi, le transfert des 93 personnes âgées qui résidaient dans l'ancien hôpital-maison de retraite s'est fait dans le nouvel EPHAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) où chacun dispose de sa chambre individuelle. Sur ce nombre, une dizaine de pièces sont réservées aux personnes atteintes par la maladie d'Alzheimer; reste à ajuster les questions concrètes de fonctionnement et de personnel. Les conditions de travail ne sont pas exactement les mêmes que dans l'ancienne unité... Quant au tarif, face aux maigres retraites de la majorité des anciens ouvriers locaux, il est clair qu'il y a là un problème des plus urgents, à résoudre par la solidarité nationale. La moitié des familles concernées, se trouvant devant l'impossible financement, sauf à vendre leur maison s'ils en ont une... et à ponctionner les enfants. ■

Jean-Claude François

et ont délibéré en ce sens en 2011. Le conseiller technique du ministre aurait indiqué que l'objectif était d'aboutir à la signature du contrat de plan, entre l'État et la Région, avant la fin de l'année. En ce qui concerne le barreau sud de Villeneuve (entre Campanile et Bâtisseul) les travaux devraient pouvoir démarrer en 2015. Quant au créneau de Monbalen et La Croix-Blanche, il serait, lui, également comme prioritaire. On se souvient du bras de fer entre le président de l'Agglomération agenaise et le maire de Villeneuve, le premier défendant la réalisation d'un nouveau pont à Agen (pont de Camélat). Sur le point du contournement ouest d'Agen, le conseiller du ministre aurait indiqué que le projet était à « un stade d'avancement différent » et que la participation de l'État à hauteur de 33 %, comme envisagée par l'agglomération d'Agen, lui paraissait un peu disproportionnée par rapport à la fréquentation. ■

Jaurès au Panthéon

« Sa pensée, son âme ardente ne sauraient être séparées de celles du prolétariat révolutionnaire »

L'Humanité du 1^{er} août 1924 relate l'intervention de Renaud Jean, fondateur du Travailleur et député communiste, sur la position des communistes quant au transfert des cendres de Jean Jaurès au Panthéon. Voici quelques extraits :

« Nous nous garderons d'instituer un débat autour d'une mémoire qui est, pour nous, sacrée. Mais le Parti communiste manquerait à son devoir s'il restait muet en présence de l'opération politique qui va s'accomplir. Dépouillé de l'atmosphère de sentiments qui l'entourne, le transfert au Panthéon des cendres de Jaurès, n'est-il pas en effet destiné à dissimuler derrière son grand nom la carence d'une majorité qui déçoit tous les jours les espoirs que les travailleurs avaient placés en elle? Ainsi les prêtres des religions décadentes, à mesure que leur flamme s'éteint, que leur foi

s'abolit, multiplient les images saintes à l'usage des fidèles leurrés. Nous respectons trop le souvenir de Jaurès pour tenter de l'accaparer. S'il n'en avait été la première victime quelle aurait été son attitude en face du grand crime commis, il y a dix ans contre l'humanité? S'il avait encore vécu lorsque se brisa l'unité socialiste de quel grand parti serait-il devenu le chef? Nous n'en savons rien. La tombe garde son secret. On a bâti toute une politique d'abdication et de sacrifice prolétariens sur certaines des dernières paroles qu'il prononça. Au nom de Jaurès, on poussa des milliers



d'hommes à « mourir pour des industriels ». La vérité n'est-elle pas que Jaurès, désespéré par l'imminence du désastre auquel il ne pouvait se résigner, par la certitude des ruines matérielles et morales que ce désastre entraînerait, par la rupture sous le poids du sabre, de la régulière évolution qui, selon sa conception devait porter la démocratie jusqu'au socialisme, multipliait les hypothèses les plus diverses et, peut-être, les plus contradictoires sur les responsabilités. Depuis, pour affaiblir dans l'esprit des travailleurs l'Internationale nouvelle née de la faillite de 1914, on a cherché à opposer Jaurès aux chefs actuels du prolétariat révolutionnaire. On a opposé Jaurès à Lénine. L'histoire dira demain que presque au même moment, la terre russe et la terre française ont donné naissance à deux des plus beaux types humains dont elle puisse s'enorgueillir; elle dira que Lénine et Jaurès, issus l'un et l'autre de la bourgeoisie, capables l'un et l'autre d'atteindre les plus hauts sommets de leur classe, sont passés au peuple, non pour se servir de lui mais pour le servir; elle dira que l'un et l'autre sont morts à la peine et qu'ils ont également bien mérité de

l'humanité. On a cherché à opposer la conception socialiste de Jaurès au communisme de la III^e Internationale forgé par le parti bolchevik et par Lénine... La guerre a créé une situation nouvelle. Elle a montré aux foules exploitées et saignées que la disparition du capitalisme est désormais de salut public. L'évolution politique de Jaurès l'enleva à la bourgeoisie du Bloc des gauches qui voudraient l'annexer aujourd'hui pour le conduire au prolétariat. Comment supposer qu'à l'heure présente il resterait prisonnier de conceptions basées sur un état de choses désormais périmé? Vouloir arrêter à 1914 l'évolution politique de Jaurès ce serait aussi faux que de tenter de l'emprisonner dans les conceptions de 1885 ou de 1902. Jaurès alla toujours à l'école de la vie. Imitons-le. C'est la seule façon d'honorer sa mémoire et de rester fidèles à ses enseignements. Vous pouvez le mettre au Panthéon. Il est assez grand pour subir sans péril tous les contacts.

Vous y enfermez ses cendres. Mais sa pensée, son âme ardente ne sauraient être séparées de la pensée et de l'âme du prolétariat révolutionnaire. » ■

à lire

Le capitalisme ne joue pas aux dés

Comprendre le capitalisme financier pour en sortir
Christian **Cauvin** - édition Le Bord de l'eau

Les sociétés démocratiques ont développé un système économique, le capitalisme, qui après une phase commerciale et une phase industrielle, atteint aujourd'hui une phase financière. Sa mécanique structure l'ensemble de la vie sociale à travers les sphères économiques, médiatiques, politiques et culturelles. Le capitalisme financier, c'est la logique de la rente accumulée, la logique actionnariale qui engendre la concentration sans limite des revenus et des patrimoines... C'est la mythologie de la croissance (pour tenter d'éviter la question du partage de la richesse) et d'une consommation toujours renouvelée des biens et des services... Le capitalisme financier, c'est aujourd'hui un réseau dense constitué de participations dans le capital de sociétés mondiales... L'économie mondiale est ainsi devenue un immense portefeuille d'actifs financiers aux mains des gestionnaires de fonds et des marchés financiers. Cet ouvrage propose un démontage systématique de la dynamique financière implacable qui fait de l'accumulation la réponse ultime, et qui installe, désormais, le raisonnement financier comme seul raisonnement légitime au cœur de l'économie, rendant ainsi caduque toute perspective politique et sociale. La crise économique actuelle est structurelle et rend absolument nécessaire une remise en cause du capitalisme financier.

Élie Vergnolle